



HAL
open science

L'implication populaire dans le processus de ratification constitutionnelle du Massachusetts

Isabelle Sicard

► **To cite this version:**

Isabelle Sicard. L'implication populaire dans le processus de ratification constitutionnelle du Massachusetts. XVII-XVIII Revue de la Société d'études anglo-américaines des XVIIe et XVIIIe siècles , 2015, Aurea Mediocritas - The Middle Classes, 72. hal-03622175

HAL Id: hal-03622175

<https://hal.science/hal-03622175v1>

Submitted on 28 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'IMPLICATION POPULAIRE DANS LE PROCESSUS DE RATIFICATION CONSTITUTIONNELLE DU MASSACHUSETTS

La société coloniale du Massachusetts est initialement hiérarchisée et l'on peut observer des différences sociales et politiques entre une élite, formée des pasteurs ainsi que des laïcs convertis, et une masse croissante de non-convertis. Un premier processus de démocratisation intervient sous l'effet du Grand Réveil. C'est cependant avec les débats de ratification de la constitution de 1780 que s'atténuent progressivement les distinctions entre l'élite et la masse des nouveaux citoyens. Le troisième article de la constitution affirme l'égalité entre les Églises et exige de tous une contribution au fonctionnement du culte.

The colonial society of Massachusetts initially had a hierarchical structure with social and political distinctions between ministers, full members, half-way members and an increasing number of unconverted people. With the Great Awakening of the 1740s, a first process of democratization took place. In the ratification debates of the 1780 Constitution, however, the elite and the average citizen progressively came closer to each other. The third article notably granted an equal status to all churches and provided that all citizens must contribute to their financing.

Bien que l'historiographie traditionnelle présente la société coloniale du Massachusetts comme homogène d'un point de vue religieux,¹ ethnique² mais aussi financier,³ avec une organisation politique et ecclésiastique basée sur l'alliance,⁴ il existe bel et bien une hiérarchie au sein

1. L'immense majorité de la population se considère comme étant congrégationaliste tant aux époques coloniale, provinciale qu'après la Révolution : « Over 80 percent of the population of Massachusetts considered itself Congregationalist; Congregationalism predominated in virtually every parish in the state » (Field 36).

2. À peine 1 % des immigrants allemands qui arrivent dans les colonies anglaises entre 1690 et 1770 s'installent en Nouvelle Angleterre ; les Irlandais et Écossais sont proportionnellement aussi peu nombreux (Zuckerman, « Social Context » 538).

de la Baie et des Églises, tant au XVII^e qu'au XVIII^e siècle. Deux catégories principales la composent : les lois de la colonie opèrent une distinction entre d'une part les membres de l'Église,⁵ les Saints,⁶ et d'autre part une masse grandissante d'anonymes.⁷ Jusqu'en 1684, seuls les membres de l'Église des Saints, qui forment une communauté fermée, peuvent voter et par conséquent gouverner la colonie, conduisant Perry Miller à parler d'une dictature de l'élite religieuse.⁸ Face à cette élite, le corps des anonymes, qui ne peut se faire connaître par un récit d'élection et la preuve de son appartenance à l'Alliance de la Grâce, représente la « médiocrité ». L'histoire ne semble avoir retenu que les noms des membres de l'Église, soigneusement répertoriés lors de leur adhésion à l'Alliance constitutive de ce corps.⁹

La nouvelle charte octroyée à la Province de la Baie en 1691, basant le droit de vote non plus sur des critères religieux (comme c'était le cas depuis 1631¹⁰) mais sur des dispositions financières,¹¹ ce qui ouvre ainsi

3. Les candidats à l'immigration à destination de la Nouvelle Angleterre sont issus de la classe moyenne : « The people who came to this region in the seventeenth century were not peasants but of 'middling' status – yeomen, artisans, merchants, and housewives » (Hall 5).

4. La notion d'alliance politique a pour objectif de susciter l'adhésion de la majorité de la population aux mesures adoptées (Zuckerman, « Social Context » 28-29). La notion d'alliance religieuse est centrale à la Réforme protestante et indissociable du Congrégationalisme puisque chaque Église congrégationaliste repose sur l'alliance entre les Saints (6^e point du 2^{eme} chapitre de *The Cambridge and Saybrook Platforms*).

5. Église appelée « congrégationaliste » lors du synode de Cambridge, Massachusetts (1648).

6. Pour une définition de l'Église des Saints, voir ce même 6^{eme} point de *The Cambridge and Saybrook Platforms* (28-29) et Miller 11.

7. L'étude quantifiée de Wall prouve que si plus de 50 % de la population adulte masculine peut voter en 1647, il y a une réelle érosion de cet électorat au cours des années suivantes (Wall 304).

8. « Leaders [of colonial Massachusetts] [...] had created an order upon a Congregational basis on the proposition that a major part of the inhabitants should be excluded from church membership and from government. In the face of all common sense [...] they had proved that a dictatorship of the visible elect could subdue dissent, conduct war and diplomacy, enlist the loyalty of a people, and vindicate God's laws to man » (Miller 10).

9. « Men were made freemen of the corporation, i.e., voters, by special act of the General Court, and no one was eligible for the franchise save members of the Puritan churches » (Morison 8).

10. « A Freeman of this colony was a member of the body politic and as such entitled to exercise the right of suffrage and to hold office. As early as 1631, in order to become a freeman, it was required that the applicant produce evidence that he was a member of the Congregational church » (*List of Freeman* 9).

un accès quasi-universel à la gestion des affaires locales, n'altère pas fondamentalement le fonctionnement institutionnel de la Province. La vie politique reste dominée numériquement et politiquement par les Congrégationalistes, les candidats aux postes de responsabilité étant issus des mêmes familles sur plusieurs générations.¹² En revanche, les deux événements inter-coloniaux (voire transatlantique pour le premier) que sont le premier Grand Réveil et la Révolution américaine font émerger une catégorie jusqu'alors anonyme de citoyens, n'appartenant pas à l'élite religieuse du Massachusetts. Ainsi, nous verrons dans quelle mesure ces deux mouvements conduisent à célébrer le rôle grandissant de la classe moyenne au sein de la colonie.

Certains chercheurs, comme Miller et Stout, affirment que le Grand Réveil¹³ engendre de profondes divisions qui s'inscrivent dans le prolongement de celles existant entre classes moyennes et classes supérieures.¹⁴ Pourtant, le message évangélique dépasse les appartenances confessionnelles et gomme dans un premier temps les distinctions sociales, les prédicateurs réunissant indistinctement les habitants du Massachusetts

11. L'exercice du droit de vote scelle l'engagement des membres de la communauté autour d'un projet. La nouvelle charte substitue aux dispositions religieuses des critères financiers : « that noe Freeholder or other Person shall have a Vote in the Eleccion of Members to serve in any Greate and Generall Court or Assembly to be held as aforesaid who at the time of such Eleccion shall not have an estate of Freehold in Land within Our said Province or Territory to the value of Forty Shillings per Annu at the least or other estate to the value of Forty pounds Sterl' » (*The Charter of Massachusetts Bay, 1691*). Contrairement à d'autres colonies, l'absence de disposition législative contraire permet aux veuves propriétaires terriennes de voter.

12. Formisano (24) estime que la vie politique du Massachusetts à l'époque coloniale est ouvertement dominée par une élite. Pour la domination du pouvoir législatif par des mêmes individus entre 1640 et 1694, voir Hartwell. Pour une analyse des positions sociales et politiques occupées par les membres d'une même famille (Otis et Hutchinson) sur plusieurs générations de la période coloniale à la période révolutionnaire, voir Waters and Schutz.

13. L'arrivée de Whitefield dans les colonies anglaises en 1739 déclenche un mouvement rétrospectivement appelé le « Grand Réveil ». Lucia Bergamasco définit ainsi le Grand Réveil : « Les visées de l'évangélisme étaient d'ordre spirituel et transcendantal : réveiller le plus grand nombre à la foi en Jésus-Christ le Sauveur, amener les hommes à une vie chrétienne plus fervente et authentique » (28).

14. Bien que nombre de chercheurs sont réticents à présenter le Grand Réveil comme un mouvement social qui toucherait plus particulièrement certaines catégories (Gaustad 567), d'autres se sont attachés à dégager des critères sociaux qui expliqueraient une attitude favorable ou opposée à cet évangélisme de réveil. Pour des analyses quantifiées, voir Stout.

dans des prés ou des champs, ce qui permet de s'affranchir non seulement d'une dénomination particulière mais encore supprime toute distinction sociale; à Boston le financement du culte s'effectue par un impôt sur les bancs, les personnes les moins favorisées se regroupant au fond de l'Église ou à la tribune.

Au sein des églises, ce mouvement bouleverse les rapports entre individus. Les *Separate-Baptists*, qui naissent de la division de l'Église congrégationaliste et qui sont constitués de ses membres favorables au revivalisme,¹⁵ forment l'Église qui croît le plus dans le Massachusetts.¹⁶ Contrairement à l'Église congrégationaliste où la majorité de la communauté est soumise aux décisions votées par la minorité (l'Église des Saints), tous les membres de ces Églises baptistes séparées ont part égale aux décisions.¹⁷ Il y a ainsi parfaite égalité entre pasteurs et fidèles.¹⁸ Ces Églises constituent dès lors des congrégations marginales par leur nombre et mode de fonctionnement. Toutefois, de nombreux chercheurs

15. Cette séparation conduit à des tensions qui font ressortir les traits caractéristiques de chacune de ces Églises. Les invectives entre les deux camps témoignent de l'affrontement de deux mondes. D'une part une Église élitiste, au sein de laquelle les pasteurs n'ont d'intérêt que pour l'élite financière, manifestant un certain mépris à l'égard du reste de la communauté, et d'autre part des schismatiques et agitateurs à la tête desquels se trouvent des pasteurs « ignorants et arrogants » (Backus, *A Discourse* 51).

16. Clark note qu'à la fin du XVII^e siècle le Massachusetts comptait 77 églises congrégationalistes, 2 églises baptistes, 1 église épiscopaliennne et 1 « église » quaker (Clark 118-19). En 1776, il y avait 330 églises congrégationalistes, 68 églises baptistes, 11 églises épiscopaliennes, 6 « églises » quakers, 3 églises universalistes et 1 église catholique (Clark 218). Toutefois, les historiens déplorent vivement l'absence d'indications sur le nombre de membres par Église.

17. « The articles also repudiated the claim that the minister was in any respect superior in authority to the brethren: the pastor 'hath no power to Decide any case or controversy in the church than any private brother' » (McLoughlin, *Isaac Backus* 43).

18. Les Baptistes estiment que la conversion place les individus au-dessus des autres, ce qui peut amener un laïc à être supérieur à un pasteur congrégationaliste non converti, bien que savant (McLoughlin, *Isaac Backus* 28-29). Chez les Congrégationalistes, seul celui qui a un diplôme universitaire peut prétendre à la fonction sacerdotale (ce n'est pas nécessaire pour les Baptistes). Il y a ainsi l'opposition entre « a learned » et « a converted » clergy, défendue par Backus (McLoughlin 41). Ce principe de sacerdoce universel traduit une conception fondamentalement égalitaire. Dans la désignation des membres – qui sont tous frères, « brethren » – il ne saurait y avoir une supériorité du clergé. Après que les membres pro-revivalistes se séparent de leur Église de Bridgewater (comté de Plymouth), Isaac Backus, fermier sans éducation (« an uneducated yeoman », McLoughlin 40) devenu pasteur de cette congrégation, établit avec eux le mode de fonctionnement d'une nouvelle Église dans laquelle tous les membres ont part égale aux décisions.

soulignent leur rôle de premier plan sur la scène politique dans le Massachusetts comme au sein d'autres colonies puis États (notamment en Virginie).

Ainsi, même si nous verrons en troisième partie que les Baptistes ne parviennent pas à modifier les rapports constitutionnels entre Église et État, ils constituent une source majeure de contestation du fonctionnement politique à l'échelle du Massachusetts. À une époque où la plupart des historiens soulignent l'absence de parti politique, leur mobilisation à l'échelle de la Province fait figure d'exception.¹⁹

Tout d'abord, il convient de souligner que cette Église est essentiellement constituée de membres de la classe moyenne.²⁰ Jusqu'à la Révolution, le but premier de son militantisme politique est la revendication de ses droits (notamment l'exemption d'impôts) garantis par les lois de la Province²¹ Par leur capacité à s'organiser (notamment par la création en 1767 de la Warren Baptist Association²²) et à centraliser leurs revendications (l'un des principaux organes de l'association étant le

19. Bien qu'il y ait des divergences socio-économiques et donc des intérêts économiques différents, essentiellement entre l'Est côtier et le reste du Massachusetts, la plupart des chercheurs souligne l'absence d'un système de parti à l'époque coloniale – voir Zemsky, Hall et Formisano. Patterson affirme au contraire qu'il y a un système de parti dans le Massachusetts dès les années 1750 mais sa thèse est battue en brèche à la fois par Formisano qui parle d'une utilisation anachronique du terme (« party » signifiait un réseau d'influence, 28) ainsi que par nombre d'autres historiens qui soulignent des argumentations basées sur peu de preuves (Henderson) ou des preuves ne parvenant pas à justifier l'argument d'une dichotomie entre deux partis (Goodman). De plus, à l'instar de Formisano (26) ou Zuckerman (*Peaceable Kingdoms*, 1970), certains historiens soulignent le caractère consensuel du gouvernement, notamment à l'échelon local. D'après la carte dessinée par Morison les Églises baptistes sont présentes sur l'ensemble du territoire, y compris l'Essex (« The Struggle » 429).

20. McLoughlin, dans *New England Dissent*, insiste sur le fait que les membres de ces Églises séparées sont issus de la classe populaire, bien que des membres de l'élite y aient initialement appartenu : « The Separate [...] were the more radical pietists among the New Light faction, who at first carried with them several prominent men, but whose radicalism proved unable to sustain itself except among the middle and lower classes who had less to lose by a radical assault on the old system » (336); « [God] had renewed his covenant, but this time with his people directly and not through any elite. The voice of God could best be heard through the voice of the people » (338).

21. À partir de 1727, en vertu de la loi, une exemption est accordée par le pouvoir législatif aux Anglicans et une autre en 1728 aux Quakers et Baptistes (*Acts and Resolves 1727-1728*, chapitre 7 ; 459/460; *1728-1729*, chapitre 4 ; 494/495).

22. Son objectif est de fédérer toutes les Églises baptistes de Nouvelle Angleterre (McLoughlin, *New England Dissent* 700).

« Grievance Committee », présidé à partir de 1772 par Isaac Backus), cette Église acquiert un rôle de premier plan dans le paysage politique du Massachusetts. Pamphlets, tracts et articles dans les journaux, rédigés par leur porte-parole, Isaac Backus (et tournés en dérision, en raison des erreurs d'orthographe qu'ils contiennent, signe d'une éducation lacunaire et donc d'un niveau social défavorisé²³) leur donnent cependant une réelle visibilité. Les démarches de ses délégués auprès de diverses instances du pouvoir – de l'appel à la Couronne britannique (1771) à celui effectué en 1775 auprès de la *General Court* (l'instance législative du Massachusetts) en passant par une requête auprès du premier Congrès Continental (1774) et du Congrès Provincial du Massachusetts (1774) – traduisent une remise en question grandissante de la hiérarchie sociale; cette remise en cause devient subversive lorsque Backus lance une campagne de désobéissance civile.²⁴

Lorsque la Révolution éclate, les Baptistes du Massachusetts souhaitent cette fois influencer sur le projet constitutionnel. Quittant leur position défensive, ils militent désormais pour que la liberté religieuse²⁵ et plus encore la séparation entre Église et État²⁶ soient inscrites au cœur même de la Constitution de l'État. Ils veulent ainsi être partie prenante de la rédaction du texte constitutionnel. Pour ce faire, ils se mobilisent au niveau local pour envoyer des chefs de file baptistes à la Convention constitutionnelle²⁷ puis prennent une place prépondérante dans les

23. Un citoyen du Massachusetts, qui signe différents articles dans le *Boston Gazette* sous le pseudonyme Hieronymus, appelle à plusieurs reprises les lecteurs à remarquer l'ignorance, voire l'intelligence limitée de Backus. Il commence son article du 2 novembre par une référence au pamphlet de Backus qu'il qualifie de « a compound of *ignorance, impudence and abuse* » (ses italiques) et le conclut ainsi : « By this time I trust, his ignorance is fully proved. If any other proof is necessary, I shall refer to his book, in which he shows himself as ignorant of the rules of grammar, as he is of the question ».

24. En 1773, Backus rédige *An Appeal to the Public for Religious Liberty against the Oppression of the Present Day*. Il y appelle ses coreligionnaires à refuser de fournir aux autorités des différentes villes et paroisses les certificats qui prouvent leur affiliation aux Églises baptistes.

25. Voir notamment son pamphlet *An Appeal for Religious Liberty*, 1773.

26. Son pamphlet d'août 1779 est une véritable croisade contre l'ingérence du pouvoir civil dans la sphère religieuse.

27. Noah Alden, pasteur baptiste, est président du comité chargé d'examiner l'article portant sur les relations entre Église et État lors de la convention constitutionnelle de 1780. Pour McLoughlin, Backus a une influence directe par ce biais, Alden demandant à ce dernier de lui faire parvenir ses idées – ce que Backus

débats publics concernant la ratification, comme nous l'étudierons ultérieurement.

Ainsi, bien que les Baptistes, membres de la « médiocrité », ne représentent qu'un peu plus de 10 % des habitants du Massachusetts à la veille de la Révolution,²⁸ leur contribution aux rapports qu'Église et État doivent entretenir ne peut être négligée. Ils représentent sur la scène politique une opposition concertée au pouvoir établi et au règne de l'élite. Ce mouvement, quoique marginal, n'est toutefois pas isolé : les Baptistes de Virginie sont engagés dans une lutte similaire et parviennent à leur fin grâce au soutien de figures-clés, au premier rang desquels Thomas Jefferson et James Madison.

La vie politique du Massachusetts se caractérise dès 1634 par l'implication des citoyens dans la gestion des affaires locales. L'établissement d'un système bicaméral reflète la tension entre d'une part la volonté d'impliquer les citoyens dans le gouvernement (par la création d'une « House of Deputies » composée des représentants des citoyens) et d'autre part celle de confier le pouvoir à une élite au travers de la « House of Assistants ».²⁹ Le peuple, fort de sa participation politique de plus d'un siècle, refuse en 1774 de reconnaître la légitimité du « Mandamus Council ». Celui-ci est mis en place par le roi et son gouverneur, suite à la dissolution de l'assemblée élue du Massachusetts (les tensions entre colons et gouverneur/roi s'intensifient à partir du « Boston Massacre »). Les citoyens, qui jugent cette action anti-constitutionnelle, continuent d'élire leurs représentants. Dans cette période d'effervescence révolutionnaire, l'agitation populaire prend de l'ampleur notamment dans un comté pauvre et éloigné de Boston – le Berkshire – afin qu'une constitution soit rédigée sous le contrôle du peuple. La ville de Pittsfield, fer de lance du mouvement, envoie une requête à l'assemblée législative dès 1776 en insistant sur le fait que le peuple est le fondement du pouvoir (« the people are the fountain of

fait en proposant une déclaration des droits. McLoughlin note toutefois que la majorité du comité n'est pas d'accord avec Alden.

28. Chiffre donné par McLoughlin, se fondant sur les écrits de Backus.

29. Cette chambre haute disposait initialement, outre du pouvoir législatif exercé conjointement avec la *House of Deputies*, du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire. Toutefois, l'organisation progressive de la colonie conduit à sa démocratisation. Si les premiers « Assistants » sont les actionnaires de la Massachusetts Bay Company, un système d'élection voit le jour en 1649.

power », Morison 14). Cette démarche paraît emblématique de l'esprit qui prévaut dans le Massachusetts. En effet, alors qu'en 1776 huit autres colonies (puis États) rédigent et adoptent une constitution, aucune ne consulte sa population. Le Massachusetts choisit cependant de consulter ses citoyens,³⁰ non seulement sur le projet de rédaction d'une constitution mais encore sur le document en lui-même.

Toutefois, c'est la contradiction entre la volonté de placer les citoyens au cœur du processus constitutionnel et le refus de la *General Court* de prendre en compte deux des revendications centrales des électeurs qui explique l'échec de la ratification populaire en 1778.

Dans le Massachusetts, les moyens d'expression publique sont nombreux et particulièrement développés, le nombre de maisons d'édition et de journaux se multipliant de façon exponentielle entre 1760 et 1820 (Richard Brown 43). Outre les pétitions, moyen de faire connaître les requêtes au gouvernement (héritage de la Déclaration des Droits anglaise de 1689), les habitants du Massachusetts se servent des médias à leur disposition tant pour influencer leurs compatriotes que pour justifier leurs décisions. Backus rédige des articles au nom des Baptistes qui sont publiés par le *Boston Gazette*. Deux autres citoyens s'expriment également, mais l'utilisation de pseudonymes nous prive de leur identité et a fortiori nous empêche de connaître leur appartenance sociale. Citer John Milton, John Locke ou d'autres philosophes des Lumières n'est pas un critère permettant alors d'identifier une appartenance sociale privilégiée, pas plus que la maîtrise de la lecture n'était un indice social discriminant dans le Massachusetts du XVII^e siècle.³¹ En effet, des hommes du peuple comme Isaac Backus s'appuient à maintes reprises sur les écrits de Locke ou retracent l'histoire de la tolérance religieuse, remontant jusqu'à l'empereur Constantin, pour étayer leur argumentation. Au XVIII^e siècle, la « médiocrité dorée » du Massachusetts est instruite, maîtrisant aussi bien la lecture que l'écriture,³² elle est de plus militante.

Si nous ne connaissons pas l'influence des prises de position de Backus sur le projet de rédaction de la constitution de 1778, il semblerait

30. Le droit de vote étant soumis aux mêmes conditions foncières qu'en 1691.

31. « When defined as the skill of reading English, literacy was almost universal » (Hall 32).

32. Hall estime qu'il s'agit d'une spécificité de la Nouvelle Angleterre.

qu'un document rédigé par la « Essex junto », regroupant quelques avocats et marchands du comté d'Essex, sous la plume du futur Chief Justice du Massachusetts Theophilus Parsons, ait fait autorité (Morison 16). Il témoigne une fois encore de la volonté de concilier les droits du peuple sous la forme d'une déclaration solennelle et les intérêts de l'élite par la préservation du bicaméralisme. En effet, et c'est là l'un des écueils majeurs relevé par les différentes assemblées citoyennes, ce projet ne prévoit aucune déclaration des droits. Depuis le *Bill of Rights* anglais de 1689, la population est particulièrement attachée à ce type de document constitutionnel qui protège ses droits civiques et la liberté de tous. Ensuite, Parsons propose un système législatif bicaméral constitué d'une chambre basse, reflétant et défendant les intérêts de la communauté, et d'une chambre haute, élue au suffrage censitaire. L'objectif de cette chambre haute est de créer un contre-pouvoir stable face au peuple. Ce système sera retenu dans le projet de constitution de 1780 et ratifié par la population.

Le Massachusetts révolutionnaire est pour l'époque un État démocratique.³³ Malgré ces tensions entre la volonté du peuple de participer aux décisions et la méfiance que l'élite éprouve à son égard – attitude caractéristique des Pères Fondateurs – la décision de ratification du projet constitutionnel de 1778 revient en fait au peuple. C'est précisément parce que l'élite n'a pas tenu compte des revendications populaires que sa proposition de constitution est rejetée. En premier lieu, la *General Court* décide d'ignorer la demande de plusieurs villes (dont Boston) d'organiser des élections afin que les citoyens désignent des représentants qui n'auront d'autre mission que la rédaction d'un document constitutionnel. La raison invoquée par l'historien Morison est que la *General Court* veut garder jalousement l'exclusivité du pouvoir législatif. En second lieu, un travail trop hâtif et l'absence de déclaration des droits entraîne un rejet massif (9 972 citoyens se prononçant contre la ratification de la Constitution, contre 2 083 en sa faveur). Cette réaction révèle que cette « aurea mediocritas » instruite, particulièrement avertie de ses droits ainsi que d'options constitutionnelles alternatives, peut tenir en échec des projets de l'élite.

33. Comme nous l'avons vu, le suffrage est considéré comme quasi-universel par les dispositions de la charte de 1691 et les décisions majeures, comme la ratification de la Constitution, sont soumises au peuple.

Le rejet par la population du projet de constitution en 1778 entraîne une nouvelle consultation des citoyens sur la formation d'une convention constitutionnelle. Après l'approbation de ce principe par plus de 71 % de la population, chaque ville élit des représentants dont la mission exclusive est de rédiger une constitution. Lors des débats de cette convention, la question des rapports entre Église et État s'avère être cruciale. Pour l'un de ses membres, elle est de nature à susciter une controverse majeure alors même que le Massachusetts est en guerre contre la Grande-Bretagne.³⁴ Elle reviendrait, pour Backus, à pérenniser un système inégalitaire en inscrivant le principe de soutien de l'État à l'Église au cœur de la Constitution. La bataille qui oppose les partisans de l'ordre établi aux défenseurs d'un système plus égalitaire occupe les délégués de la convention et prend la première place dans les débats publics.

La convention constitutionnelle de 1779 fait du peuple le fondement de toute forme d'autorité. Dans son projet, elle n'a d'ailleurs de cesse de rappeler que le peuple dirige. Tant dans le préambule, qui fait écho au *Contrat Social* de Rousseau³⁵ qu'au sein du document, « the people of Massachusetts » ou « the people of this commonwealth » sont le sujet actif de verbes comme « do agree upon, ordain and establish » (préambule) ou « have a right to invest their legislature with power (III^e article de la Déclaration des Droits). Afin de s'assurer de l'adhésion du plus grand nombre (et d'éviter de voir l'intégralité de son travail rejeté), le mode de ratification requiert que chaque assemblée de citoyens approuve aux deux-tiers la Constitution article par article.

Ce document contient cette fois une déclaration des droits. Le seul article qui soit publié par la presse dans son intégralité (qui ait également occasionné une suspension des règles de fonctionnement de

34. « When a people are divided in their religious sentiments, it becomes the duty of every lover of his country to prevent (as far as possible) confusion disorder and oppression from taking place, and to secure to each party the full enjoyment of what they esteem a sacred right. [...] They [the members of the Convention] knew that the people of this state were divided in their sentiments about the support of public worship, and the maintenance of the teachers of religion [...]. Herein they acted the part of peace-makers and friends to the rights of mankind, by endeavoring to prevent the one party from robbing the other of an important privilege » (Irenaeus, a Member of the Convention, 17 avril 1780).

35. « The Preamble, a new feature in constitutions, is Locke and Rousseau epitomized » (Morison 22).

la Convention³⁶ et qui ait suscité de nombreuses réactions) est celui qui concerne les relations entre Église et État. Contrairement aux autres États qui ont une Église financée par l'impôt, l'Église officielle de Nouvelle Angleterre n'a pas été ternie par son attachement à la Couronne britannique. Au contraire, l'aura de son clergé s'est trouvée renforcée par son engagement actif aux côtés des Révolutionnaires. La Convention s'attache donc à concilier un soutien financier à une institution plus que centenaire tout en tentant d'afficher une égalité entre les dénominations protestantes.³⁷

L'article III propose un système que ses concepteurs et partisans veulent égalitaire. Ses quatrième et cinquième sections proclament l'absence de toute hiérarchie entre les différentes dénominations protestantes et la mise en place d'un prélèvement général de l'impôt, redistribué aux Églises en fonction des indications transmises par le contribuable. Toutefois les réactions à cet article sont vives.

Au cours des quatorze semaines de délibérations populaires, les citoyens militent pour certains en faveur du rejet, pour d'autres en faveur de l'adoption de cet article. Chaque camp se pose en défenseur des intérêts des citoyens. L'invective la plus fréquente utilisée tant par les opposants à l'article (Backus, Philanthropos et « Libertatis Amici ») que par ses partisans (Irenaeus) est celle de tyran. En cette période de rébellion contre ce qui est qualifié de « joug britannique », assimiler les Congrégationalistes à des tyrans (propos de Backus³⁸), vouloir protéger le peuple contre la tyrannie de l'État (Philanthropos³⁹) ou encore le sauver de la folie des opposants à l'article (Irenaeus⁴⁰) constituent autant d'arguments pour rallier l'opinion à ses idées. Si les acteurs utilisent tour à tour insultes à l'encontre de leurs opposants et images

36. Une règle définie le 2 septembre 1779 interdit aux membres de la Convention de s'exprimer plus de deux fois sur le même sujet ; elle est suspendue en ce qui concerne les débats sur le III^e article à partir du 2 novembre.

37. Irenaeus, membre de la Convention et auteur de plusieurs articles de presse visant à inciter la population à ratifier l'article III, défend le caractère consensuel de ce III^e article. Il fait en cela écho au propos liminaire à la Constitution, dans lequel les membres rapportent leur volonté de s'affranchir des clivages dénominationnels.

38. Propos tenus dans un pamphlet en 1773 et réitérés en 1778.

39. « It lays the foundation of the Oppression of the people » (Philanthropos, 23 mars 1780).

40. Pour Irenaeus, rejeter l'article III est synonyme de subversion de l'État et de la religion, tout comme facteur d'un conflit certain – nous retrouvons ces propos dans plusieurs de ses articles, publiés en avril et en mai 1780.

apocalyptiques,⁴¹ ils se présentent comme garants de la liberté et d'un système pacifique. Cet argument est notamment véhiculé par leur choix de pseudonymes – Philanthropos et « Libertatis Amici » – comme par le choix d'une citation des Béatitudes qui coiffe trois des articles d'Irenaeus.⁴²

Ayant à notre disposition un compte-rendu précis des débats de ratification à Boston (*Report of the Record Commissioners of the City of Boston*) nous pouvons nous appuyer sur les différentes mesures prises en faveur d'une participation populaire aussi large que possible. Y apparaît la décision de fermer tous les commerces afin de réunir le plus grand nombre d'électeurs, tout comme la demande faite aux pasteurs d'appeler leurs fidèles à cesser leurs occupations habituelles le temps de l'examen du texte constitutionnel. Une fois encore, l'article III cristallise la majorité des réactions et est débattu sur plusieurs demi-journées. Le rapport final, qui fait état de la présence de 887 votants, présente à la fois le point de vue de la majorité (l'article amendé ayant retenu 420 voix) et celui de la minorité (proposition qui est adoptée par 51 citoyens et basée sur les arguments de Philanthropos et Backus).

Les résultats au sein de la capitale reflètent ceux de la colonie. Selon Morison, les villes qui s'opposent à l'intervention du gouvernement civil dans les affaires religieuses seraient fortement minoritaires (il en compte 29 sur les 290 villes du Massachusetts). Toutefois, l'adhésion à l'article III initial ne remporte pas les 2/3 requis, 8 885 citoyens – soit 59 % - l'acceptant en l'état contre 6 225 le rejetant ou étant favorable à une version amendée par leurs soins (McLoughlin, *Isaac Backus* 156).

Le système démocratique atteint là ses limites. Dans la hâte de déclarer la ratification effective, et vraisemblablement parce qu'il aurait été difficile de rédiger un nouvel article prenant en compte les demandes des différentes villes (McLoughlin, *Isaac Backus* 156-57), la Convention comptabilise comme favorables toutes les propositions qui ne sont pas des rejets explicites de l'article III.⁴³

41. Philanthropos compare cet article au cheval de Troie (« Trojan horse » dans son article du 6 avril 1780) et à l'hydre le 13 avril : « crush this HYDRA in embryo ».

42. « Blessed are the peace-makers, for they shall be called the children of God » (Matt. 5.9). Quant à Philanthropos, il répète à l'envi qu'il entend défendre la liberté et le bonheur de ses concitoyens.

43. Le processus de ratification prévoyait que les assemblées de citoyens devaient ratifier la constitution article par article. Lorsqu'un article soulevait des objections, il devait être amendé puis approuvé de nouveau par les deux-tiers des

Ainsi, la Constitution de 1780 parachève un processus de démocratisation des institutions : il débute dès 1634 par la mise en place de gouvernements locaux ; il se renforce lors du Grand Réveil par l'émergence d'hommes du peuple à la tête d'une Église baptiste qui s'affirme et revendique un poids politique grandissant ; il est consacré enfin par la Déclaration d'Indépendance. Si le rejet du projet d'une élite politique en 1778 montre bien que le peuple est partie prenante de la réflexion constitutionnelle, cette « médiocrité dorée » fait part de son attachement à ses institutions et proclame son adhésion aux valeurs revendiquées par les générations précédentes en ratifiant notamment le III^e article à la constitution de 1780 qui établit l'égalité entre Églises et soumet tous les citoyens aux mêmes obligations fiscales.

Toutefois, l'adhésion à ce III^e article n'est ni unanime ni écrasante. Si la ratification est vécue par les Baptistes comme un échec et les conduit à se tourner vers d'autres objectifs (au nombre desquels l'augmentation du nombre de leurs fidèles et l'accroissement du prestige de leur Église), les Universalistes reprennent le flambeau de la contestation. Ces Universalistes, jugés socialement inférieurs aux Unitariens (McLoughlin, *Isaac Backus* 175), seront au cœur d'une mobilisation populaire trans-dénominationnelle et trans-partisane qui se donnera pour objectif la suppression de l'impôt au bénéfice du culte.

Ainsi, l'évolution des rapports entre Église et État dans le Massachusetts n'est pas un débat qui a essentiellement agité l'élite (comme cela a été le cas en Virginie) mais bien une question qu'imposent des membres de la classe moyenne par leur revendication du pouvoir religieux, social et politique.

Isabelle SICARD

Université Paris-Diderot

électeurs. Dans la hâte de ratifier le document, la Convention comptabilise toutes les propositions amendées qui ne contredisent pas explicitement la version initiale.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES PRIMAIRES

- Acts and Resolves of the Province of Massachusetts Bay*. Vol. I, 1692-1714. Boston, 1869.
- List of Freemen, Massachusetts Bay Colony, from 1630 to 1691, arranged by Hon. H. F. Andrews*, 1906.
- The Cambridge and Saybrook Platforms of Church Discipline with the Confession of Faith of the New England Churches, adopted in 1680 and the Heads of Agreement assented to by the Presbyterians and Congregationalists in England in 1690*. Boston: T. R. Marvin, 1829.
- The Charter of Massachusetts Bay*. 1691. Avalon Project. Web. 21/06/2015.
- BACKUS, Isaac. *A Discourse Concerning the Materials, the Manner of Building, and Power of Organizing of the Church of Christ ; With the True Difference and Exact Limits between Civil and Ecclesiastical Government ; and Also what Are, and what Are Not Just Reasons for Separation*. Boston: John Bayle, 1773.
- . *An Appeal to the Public for Religious Liberty against the Oppression of the Present Day*. Boston: John Bayle, 1773.
- . *Policy, as well as Honesty, forbids the use of Secular Force in Religious Affairs*. Boston: Draper and Folsom, 1779.
- Hieronimus. *Boston Gazette* 2 novembre 1778: 1
- Irenaeus. *The Independent Ledger* (17 avril, 24 avril, 1 mai, 8 mai, 15 mai, 22 mai 1780).
- Philanthropos. "Number III" *Continental Journal* (supplement) 23 mars 1780: 1.
- . "Number IV" *Independent Chronicle* 6 avril 1780: 1
- . "Number V" *Independent Chronicle* 13 avril 1780: 1
- Report of the Record Commissioners of the City of Boston*. Web. 21/06/2015. <[http://archive.org/stream/reportrecordcom03masgoog#page/n126/mode/2up:/>](http://archive.org/stream/reportrecordcom03masgoog#page/n126/mode/2up:/)

SOURCES SECONDAIRES

- BERGAMASCO, Lucia. « Évangélisme et Lumières ». *Revue française d'études américaines* 92 (2002) : 22-46.

- BROWN, Richard D. « The Emergence of Urban Society in Rural Massachusetts, 1760-1820 ». *The Journal of American History* 61.1 (June 1974) : 29-51.
- BROWN, Robert. *Middle-class Democracy and the Revolution in Massachusetts, 1691-1780*. Ithaca: Cornell UP, 1955.
- CLARK, Joseph S. *A Historical Sketch of the Congregational Churches in Massachusetts*. Boston : Congregational Board of Publication, 1858.
- CUSHING, Harry A. *History of the Transition from Provincial to Commonwealth Government in Massachusetts*. New York: The Faculty of Political Science of Columbia, 1896.
- FIELD, P. S. *The Crisis of the Standing Order, Clerical Intellectuals and Cultural Authority in Massachusetts, 1780-1833*. Amherst: U of Massachusetts P, 1998.
- FORMISANO, R. P. *The Transformation of Political Culture: Massachusetts Parties, 1790s-1840s*. New York: OUP, 1983.
- FOSTER, Stephen. *The Long Argument, English Puritanism and the Shaping of New England Culture, 1570-1700*. Chapel Hill: The U of North Carolina P, 1991.
- GAUSTAD, Edwin. *Society and the Great Awakening in New England. William and Mary Quarterly*, Third Series, 11.4 (1954): 566-77.
- GOODMAN, P. Review of *Political Parties in Revolutionary Massachusetts*, by S.E. Patterson. *Political Science Quarterly* 89 (Jun.1974): 439-41.
- HALL, D. *Worlds of Wonder ; Days of Judgment : Popular Religious Belief in Early New England*. New York: Alfred A. Knopf, 1989.
- HALL, Van Beck. *Politics without Parties : Massachusetts, 1780-1791*. Pittsburgh: The U of Pittsburgh P, 1972.
- HARTWELL, E. *Primary Elections in Massachusetts 1640-1694. Proceedings of the American Political Science Association* 7 (1910): 210-24.
- HENDERSON, H.J. Review of *Political Parties in Revolutionary Massachusetts*, by S.E. Patterson. *The Journal of American History* 60 (Mar. 1974): 1101-03.
- MCLOUGHLIN, William. *New England Dissent, 1630-1833, The Baptists and the Separation of Church and State*. Cambridge, MA: Harvard UP, 1971.
- . *Isaac Backus and the American Pietistic Tradition*. Boston: Little, Brown and Company, 1967.

- MILLER, Perry. *The New England Mind: From Colony to Province*. 1953. Boston : Beacon Press, 1961.
- MORISON, Samuel Eliot. *A History of the Constitution of Massachusetts*. Boston: Wright and Potter, 1917.
- . « The Struggle over the Adoption of the Constitution of Massachusetts, 1780 ». *Proceedings of the Massachusetts Historical Society* 50 (1917) : 353-412.
- PATTERSON, S.E. *Political Parties in Revolutionary Massachusetts*. Madison: U of Wisconsin P., 1973.
- STOUT, Harry S. « The Great Awakening in New England Reconsidered : The New England Clergy ». *Journal of Social History* 8.1 (1974) : 21-47.
- WALL, Robert, Jr. « The Decline of the Massachusetts Franchise : 1647-1666 ». *The Journal of American History* 59.2 (1972) : 303-10.
- WATERS, J.J. and J.A. SCHUTZ. « Patterns of Massachusetts Colonial Politics: the Writs of Assistance and the Rivalry between the Otis and Hutchinson Families ». *The William and Mary Quarterly*, 24 (Oct.1967) : 543-67.
- ZEMSKY, R. *Merchants, Farmers, and River Gods: an Essay on Eighteenth-Century American Politics*. Boston: Gambit, 1971.
- ZUCKERMAN, Michael. *Peaceable Kingdoms : New England Towns in the Eighteenth Century*. New York: Knopf, 1970.
- . « The Social Context of Democracy in Massachusetts ». *The William And Mary Quarterly*, Third Series, 25.1 (1968) : 523-44.